



MARS 2023

TOULOUSE, sa métropole et ses environs

CLIMARS ATTAQUE - COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Stop béton ! Le vivant en action

Toulouse, le 28 février 2023

Les collectifs et associations de notre territoire lancent la campagne :

CLIMARS ATTAQUE - STOP BÉTON ! Le Vivant en action

Une trentaine de collectifs, associations et comités luttent et proposent des projets concrets sur la métropole toulousaine et ses environs.

Pour agir encore plus fort, des actions citoyennes sont prévues dans différentes villes et quartiers au mois de mars 2023. Une marche en soutien à Youth For Climate, réunira tous les collectifs le samedi 11 mars à Toulouse avec un départ à 14H depuis la place Saint Cyprien.

Retrouvez les projets et actions sur sur : <https://climarsattaque.gogocarto.fr>

Les projets d'urbanisation s'imposent un peu partout en France et Toulouse, sa métropole et ses environs ne sont pas épargnés. Routes, autoroutes, échangeurs, ZAC et nouveaux lotissements sur des zones de fraîcheur et de biodiversité ou implantées sur des terres agricoles, démolitions de quartiers, expropriations, 3ème ligne de métro, tous ces projets sans cohérence territoriale nous étouffent et détruisent nos ressources vitales.

Alors que les scientifiques, le Haut Conseil pour le Climat, les ONG environnementales et les associations de citoyens s'entendent à dire qu'il est indispensable de changer de paradigme et de système, les décideurs locaux, continuent à mener leurs projets à grand coup de greenwashing qui « biaise le débat public et empêche des choix démocratiques éclairés » (Atécopol- Manuel pour dépolluer le débat public-mars 2022).

Ils ne tiennent pas compte par exemple des décisions de la cour d'appel annulant définitivement le Plan Local d'urbanisme intercommunal de l'habitat de Toulouse Métropole (PLUiH) en février 2022. Une des raisons de cette annulation est que « ce plan ne conduira pas à une réduction du rythme de la consommation d'espace pour l'avenir mais au contraire à une progression de celle-ci » (extrait Cour d'appel de bordeaux du 18 février 2022).

De plus, l'annulation du « Projet Mobilités 2020-2025-2030 » valant révision du Plan de Déplacement Urbain (PDU) de l'agglomération, confirmée en cour d'appel de Toulouse le 19 janvier 2023, indique que les décisions en matière de déplacements sont à mettre en suspens. La cour relève en effet, que le choix du projet retenu n'explicite pas « les impacts environnementaux des différents scénarios pouvant être envisagés (...) », comme celui d'un projet de RER Toulousain.



MARS 2023

TOULOUSE, sa metropole et ses environs

CLIMARS ATTAQUE - COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Stop béton ! Le vivant en action

Comment alors comprendre un urbanisme local qui se décide sans cohérence sur la base de calculs déconnectés des réalités écologiques définissant la place des infrastructures qui artificialisent les terres, obligent à abattre les arbres, détruisent la biodiversité grignotant chaque jour un peu plus les espaces verts ou agricoles. Outre le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité que cela induit, les impacts de santé publique sont énormes et ne sont pas pris en considération. Nous avons besoin de verdure, d'arbres, d'espaces nourriciers, de jardins créateurs de lien social et absorbeurs de particules fines, de CO2, pour améliorer notre bilan carbone et maintenir les îlots de fraîcheur. Les personnes les plus fragiles en souffrent déjà, nous l'avons constaté lors des canicules de l'été 2022.

Choix compréhensible pour une démocratie au bénéfice du Capital (Vinci plus de 4 milliards de bénéfice en 2022, Total Energie 36 milliards en hausse de 90% par rapport à 2021...). Absence de scénarios alternatifs, projets considérés comme incontestables, enquêtes publiques bâclées, peu médiatisées et inaccessibles au grand public, tous ces choix sont faits par les élus et par le gouvernement, pas par les habitants et sous un habillage écologique systématique qui ne trompe personne. Il y a un grand écart entre leur programme électoral et leurs actes, leur légitimité supposée découlant du mandat acquis, l'escroquerie n'est pas loin. Les élus et le gouvernement oublient qu'ils sont nos représentants et non pas nos dirigeants ! Les lois sont bafouées ! Démunis, les habitants se démobilisent par lassitude d'être exclus des décisions et le déni de démocratie. Tous concernés par les biens communs, nous exigeons leur préservation.

Suivez-nous sur : <https://mobilizon.fr/@climarsattaquetoulouse> et rejoignez-nous !

Les collectifs signataires :

